



Ressources humaines et  
Développement des compétences Canada

Human Resources and  
Skills Development Canada

Maintenant et demain

L'excellence dans tout ce que nous entreprenons

PROGRAMME CANADIEN DE PRÊTS AUX ÉTUDIANTS

# RAPPORT ANNUEL

2010-2011

Vous pouvez obtenir cette publication en communiquant avec :

**Services des publications**

Ressources humaines et Développement des compétences Canada  
140, promenade du Portage  
Portage IV, 10<sup>e</sup> étage  
Gatineau, Québec  
K1A 0J9

Télécopieur : 819-953-7260

En ligne : <http://www12.rhdcc.gc.ca>

Ce document est offert sur demande en médias substituts (gros caractères, braille, audio sur cassette, audio sur DC, fichiers de texte sur disquette, fichiers de texte sur DC ou DAISY) en composant le 1 800 O-Canada (1-800-622-6232). Les personnes qui utilisent un téléscripteur (ATS) doivent composer le 1-800-926-9105.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2012

ISSN : 1716-169X (Papier)

ISSN : 1927-1794 (PDF)

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les droits de reproduction, veuillez communiquer avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) par téléphone au 613-996-6886, ou par courriel à l'adresse suivante : [droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

## MESSAGE DE LA MINISTRE

Notre gouvernement est conscient que les études postsecondaires et la formation constituent un investissement de grande valeur pour l'avenir du pays et contribuent à la compétitivité du Canada sur le marché mondial du travail et à la prospérité de notre économie.

À titre de ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, je suis heureuse de présenter le rapport annuel 2010-2011 du Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE). Depuis 2009, notre gouvernement a apporté diverses améliorations au régime d'aide financière aux étudiants et continue d'aider les étudiants à atteindre leurs objectifs d'études et de carrière.

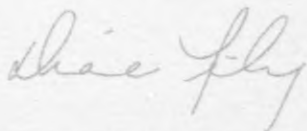
En 2010-2011, un nombre historiquement inégalé d'étudiants ont bénéficié du PCPE. En effet, plus de 500 000 étudiants ont reçu de l'aide pour poursuivre des études postsecondaires.

Par ailleurs, plus de Canadiens et de Canadiennes que jamais ont obtenu des bourses d'études canadiennes. Ces bourses non remboursables offrent une aide ciblée aux étudiants de familles à revenu faible ou moyen, aux étudiants ayant une invalidité et aux étudiants ayant des personnes à charge. En 2010-2011, plus de 320 000 étudiants ont reçu des bourses, ce qui représente 30 000 étudiants de plus que l'année précédente.

Le PCPE facilite également le processus de remboursement des prêts pour les emprunteurs qui ont de la difficulté à faire leurs paiements. Le Programme d'aide au remboursement (PAR) permet aux emprunteurs d'effectuer des paiements abordables en fonction du revenu et de la taille de leur famille. En 2010-2011, près de 165 000 emprunteurs ont profité du PAR.

En 2012, notre gouvernement a mis en place de nouvelles mesures destinées à aider les étudiants à gagner un revenu pendant qu'ils étudient pour qu'ils puissent payer leurs études postsecondaires. Ainsi, dans certaines administrations, les étudiants à temps plein peuvent doubler leur revenu hebdomadaire sans qu'il y ait de répercussions sur leurs prêts, car le montant du revenu exonéré est passé de 50 \$ à 100 \$. De plus, les intérêts sur les prêts des étudiants à temps partiel ne s'accumulent plus pendant leurs études, ce qui réduit la somme qu'ils doivent rembourser après l'obtention du diplôme. Enfin, notre gouvernement a redéfini les plafonds de revenu pour permettre à un plus grand nombre d'étudiants canadiens à temps partiel d'être admissibles à des prêts.

Je suis fière de rappeler que notre gouvernement s'est engagé à offrir aux Canadiens et aux Canadiennes plus de possibilités de s'instruire pour qu'ils puissent avoir accès à de meilleurs emplois et pour favoriser une économie durable et concurrentielle.



L'honorable Diane Finley, C.P., députée  
Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences



# TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION .....	1
VISION ET MISSION .....	2
POINTS SAILLANTS DU PROGRAMME .....	3
CONTEXTE .....	6
RÉSULTATS DU PROGRAMME .....	8
Bourses canadiennes .....	8
Programme canadien de prêts aux étudiants .....	11
Remboursement des prêts et aide au remboursement .....	15
MESURE DU RENDEMENT DU PROGRAMME .....	21
ANNEXE A – AUTRE FINANCEMENT PUBLIC .....	24
ANNEXE B – SATISFACTION DE LA CLIENTÈLE À L'ÉGARD DU CENTRE DE SERVICE NATIONAL DE PRÊTS AUX ÉTUDIANTS .....	26
GLOSSAIRE .....	27



## INTRODUCTION

Le présent rapport annuel a pour objet d'informer le Parlement et les citoyens de l'aide financière accordée par l'entremise du Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) aux Canadiens qui ont poursuivi des études postsecondaires au cours de l'année de prêt 2010-2011 (soit du 1<sup>er</sup> août 2010 au 31 juillet 2011) et il met l'accent sur les réalisations qui ont eu lieu en 2010-2011.

En plus de ce rapport annuel, un rapport statistique sur le PCPE peut être consulté pour l'année de prêt 2010-2011. Il s'agit d'un document en ligne qui donne une vue d'ensemble du PCPE et qui renferme des données fréquemment consultées relativement à l'aide financière fédérale aux étudiants, y compris des comparaisons d'une année à l'autre, s'il y a lieu.

Le rapport statistique se trouve sur le site Web de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC), à l'adresse suivante :

[http://www.rhdcc.gc.ca/fra/apprentissage/subventions\\_etudes/Publications/Index.shtml](http://www.rhdcc.gc.ca/fra/apprentissage/subventions_etudes/Publications/Index.shtml).



## VISION ET MISSION

### Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC)

La mission de RHDCC est de bâtir un Canada plus fort et plus concurrentiel, d'aider les Canadiennes et les Canadiens à faire les bons choix afin que leur vie soit productive et gratifiante, et d'améliorer leur qualité de vie.



Pour ce faire :

- nous élaborons des politiques qui font du Canada une société au sein de laquelle les gens peuvent mettre à profit leurs talents, leurs compétences et leurs ressources pour participer à l'apprentissage, au travail, et aux activités de leur collectivité;
- nous créons des programmes et appuyons des initiatives qui aident la population canadienne à franchir les étapes de la vie – de la vie de famille avec des enfants à l'âge d'or, de l'école au travail, d'un emploi à un autre, du chômage au marché du travail, de la vie active à la retraite;
- nous créons, en collaboration avec Service Canada et d'autres partenaires, un meilleur contexte social pour la population canadienne;
- nous sollicitons la participation de nos employés, créons un milieu de travail sain, favorisons l'épanouissement d'une culture de travail d'équipe et développons notre capacité de leadership.

Nous visons l'excellence dans ce que nous faisons, que ce soit :

- pour les gens – en servant la population canadienne d'une manière responsable et axée sur les résultats.
  - par l'intermédiaire de partenariats – en collaborant avec les Canadiens afin de trouver des méthodes novatrices en vue d'élaborer et de fournir les politiques et les programmes dont ils ont besoin.
- par le savoir – en produisant des connaissances et en les diffusant de telle sorte qu'elles puissent appuyer et étayer la prise de décisions.

### Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE)

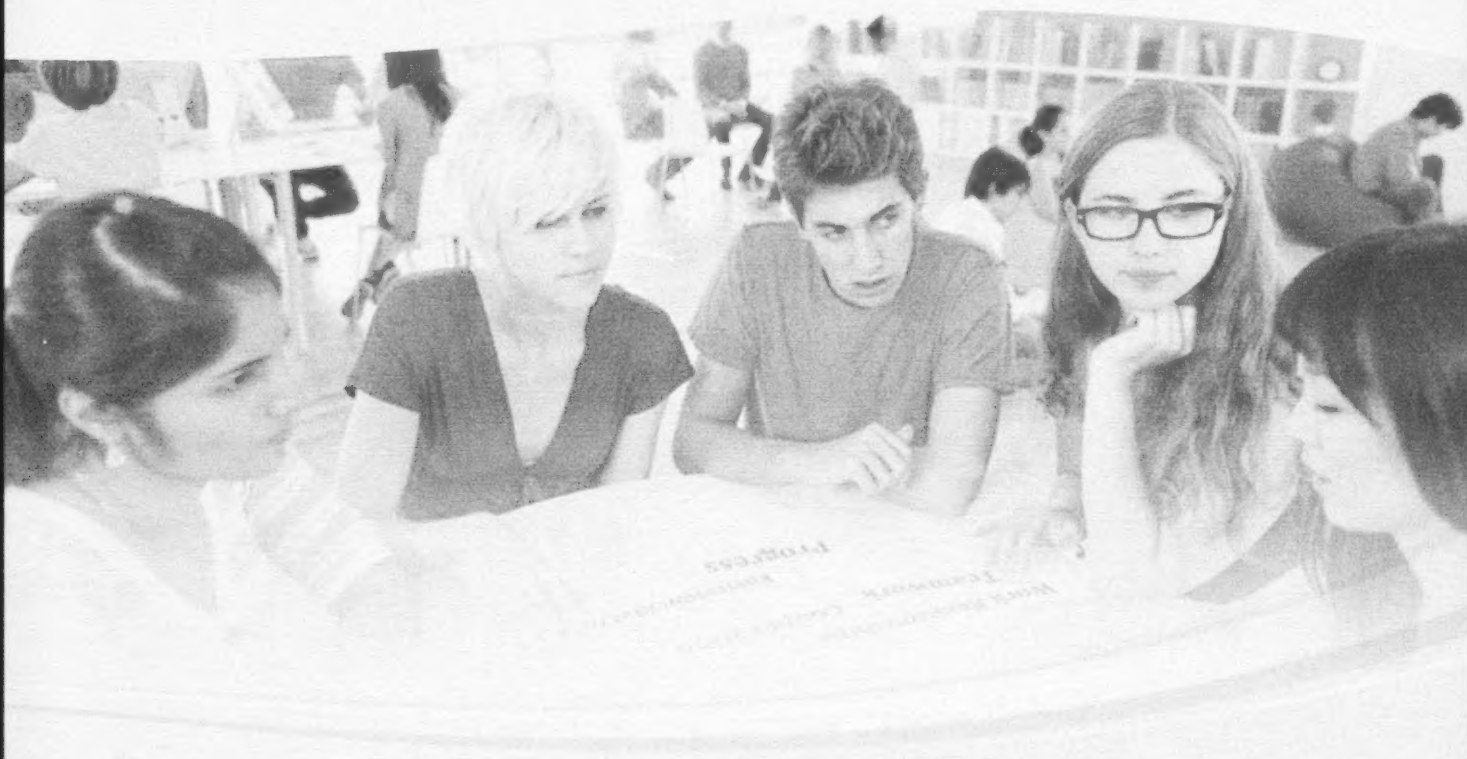
Le Programme canadien de prêts aux étudiants favorise l'accès à l'éducation postsecondaire des étudiants ayant des besoins financiers reconnus, et ce, grâce à l'octroi de prêts et de bourses qui réduisent les obstacles d'ordre financier auxquels ils se heurtent et de veiller à ce que les Canadiens aient la possibilité d'acquérir les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour jouer un rôle actif dans l'économie et la société.

## POINTS SAILLANTS DU PROGRAMME

Au cours des dernières années, le gouvernement du Canada a pris des mesures en vue d'augmenter les ressources financières qui sont à la disposition des étudiants canadiens et de leur famille, notamment en apportant d'importants changements aux programmes, permettant ainsi à un plus grand nombre de Canadiens de profiter de l'aide financière aux étudiants.

L'année 2010-2011 a été la deuxième année de mise en œuvre de plusieurs mesures prévues au budget de 2008 pour le Programme canadien de prêts aux étudiants, dont les bourses canadiennes, le Programme d'aide au remboursement et un soutien accru pour les étudiants ayant une invalidité permanente.

- Les bourses canadiennes offrent un soutien plus efficace qu'auparavant à un nombre accru d'étudiants, le tout pendant un plus grand nombre d'années d'études. Elles permettent donc d'aider les familles canadiennes à assumer le coût des études supérieures et ainsi de faciliter l'accès aux études pour les familles à faible revenu ou à revenu moyen grâce à l'octroi de bourses selon le revenu familial et le revenu des étudiants.
- Le Programme d'aide au remboursement (PAR) des prêts étudiants du gouvernement fédéral est accessible aux emprunteurs qui éprouvent de la difficulté à rembourser leur prêt étudiant. Le PAR vise à aider les emprunteurs à assumer le remboursement de leur prêt en leur permettant de faire des versements raisonnables, adaptés à leur situation financière.



- Un soutien accru pour les étudiants ayant une invalidité permanente qui fréquentent une université, un collège, une école de métiers ou un collège d'enseignement professionnel comprend diverses mesures qui répondent à leurs besoins particuliers en matière de remboursement, soit :

- la reconnaissance des évaluations antérieures d'invalidité permanente aux fins d'établissement de l'admissibilité à des mesures de gestion de la dette, de manière à ce que les étudiants n'aient pas à soumettre leurs documents de façon répétée;
- l'accès à une exonération de remboursement pour des raisons humanitaires, c'est-à-dire pour cause d'invalidité grave et permanente, en cours de remboursement, quelle que soit la date d'obtention du prêt et la date à laquelle l'invalidité est survenue;
- l'établissement d'un nouveau PAR pour les emprunteurs ayant une invalidité permanente qui ne sont pas immédiatement admissibles à l'exonération de remboursement de leur prêt.

#### Autres améliorations

En 2010-2011, le gouvernement du Canada a continué de répondre aux besoins émergents et aux nouvelles priorités en instaurant des mesures importantes en matière d'aide financière aux étudiants. À cet effet, le budget de 2011 prévoyait la mise en œuvre des initiatives suivantes :

##### Étudiants à temps plein :

- Doubler le montant du revenu en cours d'études qui est exonéré, pour le faire passer de 50 à 100 \$ par semaine. Cette mesure permet aux étudiants à temps plein, qui travaillent durant leurs études de toucher un revenu plus élevé sans qu'il n'y ait d'incidences sur le montant de prêts d'études canadiens qu'ils peuvent recevoir.
- Renoncer en partie aux prêts d'études canadiens que doivent rembourser les nouveaux médecins de famille, le personnel infirmier praticien et

le personnel infirmier qui exercent dans des collectivités mal desservies en milieu rural ou éloigné, dont celles où des services de santé sont offerts aux Premières Nations et aux Inuits.

##### Étudiants à temps partiel :

- Augmenter les seuils de revenu utilisés pour évaluer l'admissibilité aux prêts et bourses des étudiants à temps partiel, soit :
  - harmoniser les seuils de revenu utilisés pour calculer l'admissibilité aux prêts des étudiants à temps partiel avec celui utilisé pour calculer l'admissibilité aux bourses pour étudiants à temps plein ayant un revenu moyen.
  - harmoniser les seuils de revenu utilisés pour calculer l'admissibilité aux bourses des étudiants à temps partiel avec celui utilisé pour calculer l'admissibilité des étudiants à temps plein ayant un faible revenu.
- Ramener à zéro le taux d'intérêt appliqué en cours d'études aux prêts des étudiants à temps partiel, qui s'établit actuellement au taux préférentiel majoré de 2,5 %, de façon à harmoniser les conditions avec celles des étudiants à temps plein.

Ces mesures, qui sont prévues au budget de 2011, seront entièrement mises en œuvre par l'ensemble des provinces et territoires participants avant la fin de l'année scolaire 2012-2013.

## Le Programme canadien de prêts aux étudiants et les bourses canadiennes en bref

### Bourses non remboursables

- En 2010-2011, plus de 320 000 étudiants ont reçu de l'aide financière sous forme de bourses non remboursables, pour un total de 630 millions de dollars.
- Il s'agit d'une hausse d'environ 30 000 étudiants par rapport à 2009-2010.

<sup>1</sup> Par « provinces et territoires participants », on entend ceux qui participent au programme, soit l'ensemble des provinces et des territoires, à l'exception du Québec, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut.





### **Prêts aux étudiants**

- En 2010-2011, le PCPE a permis à quelque 425 000 étudiants à temps plein des 10 administrations participantes de se partager 2,2 milliards de dollars en prêts<sup>1</sup>.
- Environ 4 000 prêts, d'une valeur totale de 6,9 millions de dollars, ont été accordés à des étudiants à temps partiel en 2010-2011. Par suite des mesures qui ont été mises en œuvre en août 2009 pour le soutien des études à temps partiel, le nombre de prêts accordés a continué d'augmenter considérablement (soit d'environ 50 % par rapport à 2009-2010).

### **Mesures d'aide au remboursement**

- La très grande majorité des emprunteurs remboursent entièrement leur prêt dans les délais établis, mais certains ont besoin d'aide pour le faire. Dans le cadre du PAR, le PCPE a

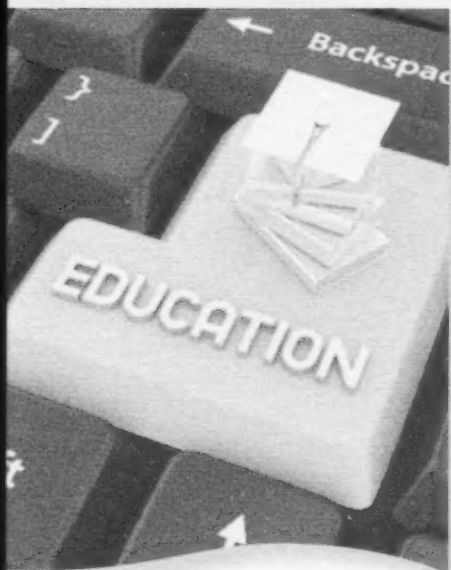
fourni un soutien à près de 165 000 emprunteurs qui ont eu de la difficulté à rembourser leur prêt en 2010-2011.

### **Soutien aux étudiants ayant une invalidité permanente**

- En 2010-2011, le PCPE a versé près de 30 000 bourses pour étudiants ayant une invalidité permanente (y compris des bourses servant à l'achat d'équipement et de services pour étudiants ayant une invalidité permanente) et a approuvé 7 000 demandes dans le cadre du PAR pour les étudiants ayant une invalidité permanente.
- Quelque 300 emprunteurs se partageant 3,9 millions de dollars en prêts ont vu leur dette radiée en vertu de la Disposition applicable aux étudiants ayant une invalidité grave et permanente.

## CONTEXTE

Au moyen du PCPE, RHDCO aide les Canadiens à fréquenter le collège, l'université ou une école de métiers, en réduisant les obstacles d'ordre financier par l'octroi d'une aide financière sous forme de prêts et bourses.



Approximativement 34 % des étudiants de niveau postsecondaire inscrits à temps plein dans les provinces ou territoires participants ont reçu un prêt d'études canadien en 2010-2011, et un peu plus de 50 % d'entre eux ont affirmé qu'ils auraient abandonné ou reporté à plus tard leurs études s'ils n'avaient pas reçu d'aide financière offerte par le PCPE<sup>2</sup>.

### Ce que nous offrons

Le PCPE offre un éventail de programmes et de services d'aide financière aux étudiants, dont les prêts pour étudiants à temps plein et à temps partiel, les bourses non remboursables et les mesures d'aide au remboursement pour les emprunteurs qui éprouvent de la difficulté à rembourser leur prêt.

Toujours dans l'optique de favoriser l'accès aux études postsecondaires, le gouvernement du Canada paie les intérêts sur les prêts pour des études à temps plein et à temps partiel tant que les emprunteurs sont aux études, et le remboursement des prêts ne devient obligatoire que six mois après la fin des études.

Par ailleurs, les bourses canadiennes aux étudiants, offrent une aide non remboursable aux étudiants admissibles, notamment ceux dont la famille a un faible revenu ou un revenu moyen, ceux qui ont une invalidité permanente et ceux qui ont des personnes à charge.

Au cours des dernières années, le gouvernement du Canada a amélioré les mesures d'aide au remboursement destinées aux emprunteurs éprouvant de la difficulté à rembourser leur prêt d'études canadien. Il a ainsi mis en œuvre le PAR en août 2009, de façon à simplifier et à augmenter le soutien qui était offert dans le cadre d'autres programmes de gestion de la dette administrés par le PCPE (mesures d'exemption d'intérêts et de réduction de la dette en cours de remboursement).

### Prestation de nos programmes aux Canadiens

Le gouvernement du Canada travaille en partenariat avec les gouvernements provinciaux et territoriaux participants<sup>3</sup> pour accorder une aide financière aux étudiants canadiens. Les demandes de prêts et bourses fédéraux et provinciaux sont évaluées dans le cadre d'un seul et même processus. Dans le cas des étudiants qui reçoivent une aide financière pour des études à temps plein, approximativement 60 % de leurs besoins financiers évalués sont couverts par le gouvernement du Canada (jusqu'à concurrence de 210 \$ par semaine versée sous forme de prêts).

Dans le but de simplifier davantage le processus lié aux prêts étudiants et d'en accroître l'efficacité, les responsables du Programme travaillent de concert avec les provinces pour intégrer le PCPE et les programmes de prêts provinciaux afin que chaque étudiant bénéficie d'un système unifié en matière d'emprunt. De cette

<sup>2</sup> Phoenix Strategic Perspectives inc., Sondage sur la satisfaction des clients, mars 2011

<sup>3</sup> Le Québec, le Nunavut et les Territoires du Nord-Ouest ne participent pas au PCPE, mais ils reçoivent des montants compensatoires du gouvernement du Canada pour l'administration de leurs propres programmes d'aide financière

façon, les étudiants peuvent suivre un seul processus pour effectuer toutes les étapes du cycle de vie d'un prêt : de la demande de prêt jusqu'à la demande au remboursement. Bien qu'ils reçoivent du financement dans le cadre de programmes fédéraux et provinciaux, les emprunteurs doivent avoir seulement un compte, étant donné que les portions fédérales et provinciales de leur prêt sont entièrement unifiées.

En 2010-2011, la Colombie-Britannique a conclu une entente d'intégration avec le PCPE, ce qui fera augmenter le nombre d'emprunteurs (quelque 60 000 dans cette province par année) bénéficiant d'un système unifié en matière d'emprunt. Ainsi, le gouvernement du Canada a maintenant conclu des ententes d'intégration avec cinq provinces, soit la Colombie-Britannique, la Saskatchewan, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve-et-Labrador. Par conséquent, plus de 80 % des emprunteurs peuvent gérer et rembourser la portion fédérale et provinciale de leur prêt d'études en même temps et au même endroit.

Pour gérer les comptes des emprunteurs, les responsables du PCPE retiennent les services d'un fournisseur du secteur privé, qui exerce ses activités sous le nom de Centre de service national de prêts aux étudiants (CSNPE)<sup>4</sup>. Le CSNPE est le principal point de service des emprunteurs pour la gestion de leur prêt, et les services qu'il leur offre concernent chacune des phases du cycle de prêt : du versement au remboursement, en passant par l'aide au remboursement. Pour les emprunteurs des provinces ayant adopté un régime intégré, le CSNPE représente un guichet unique pour les prêts d'études fédéraux et provinciaux<sup>5</sup>.

## Diffusion d'information sur les options relatives aux études postsecondaires

À l'aide de divers moyens de diffusion, le PCPE informe les étudiants et les familles des coûts et des avantages associés aux études postsecondaires, en plus de leur faire part des options de financement qui s'offrent aux étudiants.

Le PCPE vise également à mieux faire connaître les programmes gouvernementaux destinés aux étudiants pour qui l'accès aux études postsecondaires s'avère généralement difficile.

Le principal outil de diffusion de renseignements du PCPE est le site Web [cibleétudes.ca](http://cibleétudes.ca), une source d'information en ligne que propose le gouvernement du Canada pour aider les Canadiens à économiser pour leurs études postsecondaires, à planifier ces études et à les financer. Ce portail présente des renseignements complets, ainsi que des outils et des ressources, comme des calculateurs d'aide financière et des bases de données sur les programmes et les bourses d'études. Il comporte aussi des liens vers le site Web du CSNPE, où les emprunteurs peuvent vérifier les données relatives à leur prêt par l'entremise d'une connexion sécurisée. En 2010-2011, 2 833 579 personnes ont visité [cibleétudes.ca](http://cibleétudes.ca) pour obtenir de l'information sur les études postsecondaires et les ressources d'apprentissage offertes au Canada.

Les représentants du PCPE ont continué de faire connaître à la population canadienne les différentes initiatives liées au Programme au moyen de présentations, de formations, d'expositions, de campagnes d'information et de ressources en ligne, ainsi que de boîtes à outils, de publications et de documents de référence. En outre, les vidéos suivantes traitent des principaux éléments du cycle de vie de l'emprunt :

- Bourses d'études et bourses d'excellence;
- Informe-toi sur les prêts étudiants;
- Comment rembourser ton prêt étudiant;
- Tu as de la difficulté à rembourser ton prêt étudiant?

En 2010-2011, le PCPE a collaboré avec le Manitoba et la Nouvelle-Écosse pour créer la campagne de sensibilisation pilote « Pourquoi pas vous? » qui s'adresse aux Canadiens à faible revenu, en particulier les étudiants de la 8<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année, les étudiants de première génération, les Canadiens des milieux ruraux et les étudiants qui ont des personnes à charge.

<sup>4</sup> En 2010-2011, le fournisseur de services était D + H (anciennement Davis + Henderson).

<sup>5</sup> Dans le cas des prêts accordés selon le régime de prêts à risques partagés et le régime de prêts garantis, c'est l'établissement financier de l'emprunteur qui sert de point de service. La définition de ces prêts se trouve dans le glossaire.



## RÉSULTATS DU PROGRAMME

Le PCPE permet aux étudiants d'obtenir de l'aide pendant toute la durée du cycle de vie de leur prêt, et il offre à ceux-ci plusieurs options de remboursement une fois leurs études terminées. En 2010-2011, environ 540 000 étudiants à temps plein ont reçu un prêt, une bourse ou une bonification d'intérêts de la part du gouvernement du Canada dans le cadre du PCPE.



Le présent chapitre fait état des montants d'aide financière versés à des étudiants sous forme de prêts et bourses, ainsi que des personnes à qui ces sommes ont été versées et de l'endroit où ces dernières ont étudié en 2010-2011. Il présente aussi le profil général des personnes qui ont commencé à effectuer leur remboursement en 2010-2011, et comporte notamment des renseignements sur l'utilisation des mesures d'aide au remboursement par les emprunteurs qui ont de la difficulté à rembourser leur prêt.

### Les bourses canadiennes

Les bourses canadiennes sont conçues de manière à ce que les étudiants sachent dès le départ combien d'argent ils recevront et quand cet argent leur sera versé; il s'agit donc d'une évolution importante par rapport au système de bourses antérieur, qui était moins prévisible. Les bourses accordées aux familles à faible revenu ou à revenu moyen ne dépendent plus du montant du prêt étudiant, mais plutôt du revenu familial, ce qui respecte davantage la situation financière de l'emprunteur. L'admissibilité à une bourse canadienne est évaluée au moment où les étudiants font une demande d'aide provinciale ou fédérale.

L'admissibilité des étudiants provenant d'une famille à faible revenu ou à revenu moyen est déterminée selon différents seuils de revenu préétablis (les seuils de faible revenu et de revenu moyen sont ajustés en fonction du coût de la vie dans chaque province et dépendent de la taille de la famille). Les étudiants provenant d'une famille à faible revenu reçoivent une bourse de 250 \$ par mois, et ceux provenant d'une famille à revenu moyen reçoivent 100 \$ par mois. Ces bourses permettent aussi aux étudiants à temps plein qui ont un faible revenu et des personnes à charge d'obtenir directement une somme supplémentaire (200 \$ par mois pour chaque personne à charge de moins de 12 ans ou pour une personne à charge de 12 ans et plus ayant une invalidité permanente).

Des bourses canadiennes sont aussi offertes aux étudiants ayant une invalidité permanente. Ces étudiants peuvent recevoir une bourse de 2 000 \$ pour l'année scolaire, et ceux qui ont besoin de services spéciaux ou d'équipement adapté peuvent recevoir au plus 8 000 \$ de financement supplémentaire. S'ils souhaitent demander une bourse pour étudiants ayant une invalidité permanente ou une bourse servant à l'achat d'équipement et de services pour étudiants ayant une invalidité permanente, les étudiants concernés fournissent des documents supplémentaires lorsqu'ils présentent une demande de prêt d'études canadien pour l'évaluation de leur admissibilité.

En 2010-2011, le Programme a versé 380 221 bourses à 320 154 étudiants, soit une augmentation d'environ 8 % par rapport à 2009-2010.



Le tableau ci-dessous présente le nombre de chaque type de bourses canadiennes offertes en 2010-2011<sup>1</sup>. Il importe de souligner qu'un étudiant peut recevoir plus d'une bourse.

TYPE DE BOURSES*	2009-2010		2010-2011	
	NOMBRE DE BOURSES	MONTANT VERSÉ EN BOURSES (EN M\$)	NOMBRE DE BOURSES	MONTANT VERSÉ EN BOURSES (EN M\$)
Bourse pour étudiants de famille à faible revenu	190 083	353,4 \$	206 001	385,9 \$
Bourse pour étudiants de famille à revenu moyen	83 341	60,9 \$	87 604	64,7 \$
Bourse pour étudiants ayant des personnes à charge	28 212	66,3 \$	33 733	79,9 \$
Bourse pour étudiants ayant une invalidité permanente	18 185	33,8 \$	20 613	38,6 \$
Bourse servant à l'achat d'équipement et de services pour étudiants ayant une invalidité permanente	8 099	22,1 \$	8 876	23,7 \$
Bourse pour étudiants à temps partiel	4 147	4,4 \$	6 186	6,7 \$
Bourse pour étudiants à temps partiel ayant des personnes à charge	114	0,1 \$	162	0,2 \$
Bourse de transition**	35 089	52,1 \$	15 884	24,0 \$
Bourse d'excellence du millénaire***	39	0,2 \$	1 162	6,5 \$
<b>NOMBRE TOTAL DE BOURSES****</b>	<b>367 309</b>	<b>593,4 \$</b>	<b>380 221</b>	<b>630,0 \$</b>
<b>NOMBRE TOTAL DE BÉNÉFICIAIRES****</b>	<b>295 153</b>	<b>593,4 \$</b>	<b>320 154</b>	<b>630,0 \$</b>

<sup>1</sup> Les totaux sont arrondis.

\* Veuillez consulter le glossaire pour obtenir la description des bourses.

\*\* Les données pour 2010-2011 sont préliminaires.

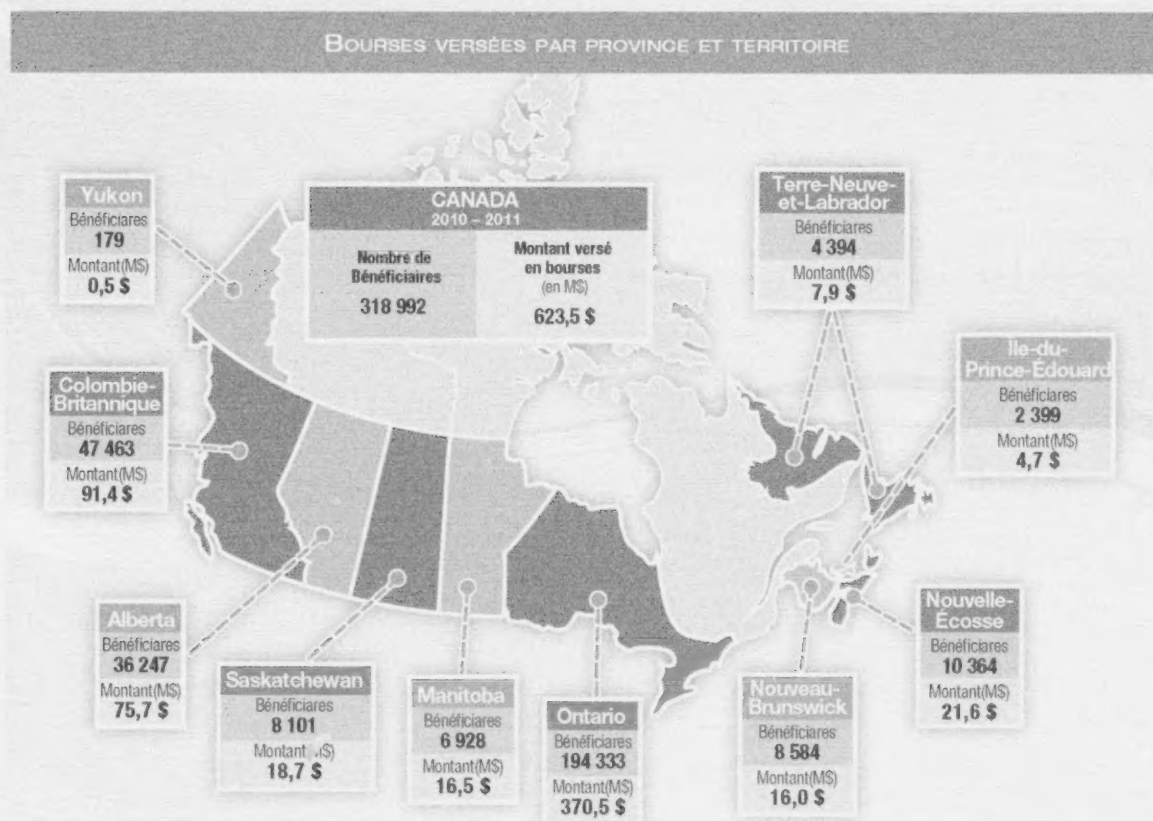
Les bourses de transition sont versées aux étudiants qui ont reçu du financement de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire (FCBEM). En 2010-2011, moins de bourses ont été accordées, car ce type de soutien est progressivement aboli à mesure que les étudiants terminent leur programme d'études. L'annexe A présente de plus amples renseignements sur l'aide de transition offerte aux étudiants en prévision de l'élimination progressive de la FCBEM.

\*\*\* Comme la FCBEM a versé la majorité des bourses d'excellence du millénaire de 2009-2010 avant son élimination progressive, le petit nombre de bourses (39) qui est indiqué ici correspond au nombre de bourses versées par le PCPE. Ensuite, 2010-2011 constitue la première année où le PCPE a versé des bourses d'excellence à toute une cohorte. L'annexe A présente de plus amples renseignements sur l'aide de transition offerte aux étudiants en prévision de l'élimination progressive de la FCBEM.

\*\*\*\* Le nombre total de bourses est supérieur au nombre total de bénéficiaires, car certains étudiants ont reçu plus d'un type de bourse.

## Bourses versées par province et territoire

Le tableau ci-dessous présente le nombre de bourses canadiennes versées par province et territoire au cours de l'année 2010-2011.



## Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE)

Les prêts d'études canadiens sont offerts aux étudiants canadiens admissibles qui sont inscrits à un programme menant à l'obtention d'un grade, d'un diplôme ou d'un certificat offert par un établissement d'enseignement postsecondaire agréé. Pour être admissible, l'étudiant doit résider dans une province ou un territoire qui accorde des prêts d'études canadiens.

### Soutien aux étudiants à temps plein

Les personnes qui reçoivent des prêts d'études canadiens bénéficient de bonifications d'intérêts, c'est-à-dire que le gouvernement du Canada paie les intérêts sur leur prêt pendant leurs études.

En 2010-2011, le PCPE a versé 2,2 milliards de dollars en prêts d'études canadiens à environ 425 000 étudiants à temps plein, soit une augmentation de quelque 6 % par rapport à 2009-2010.

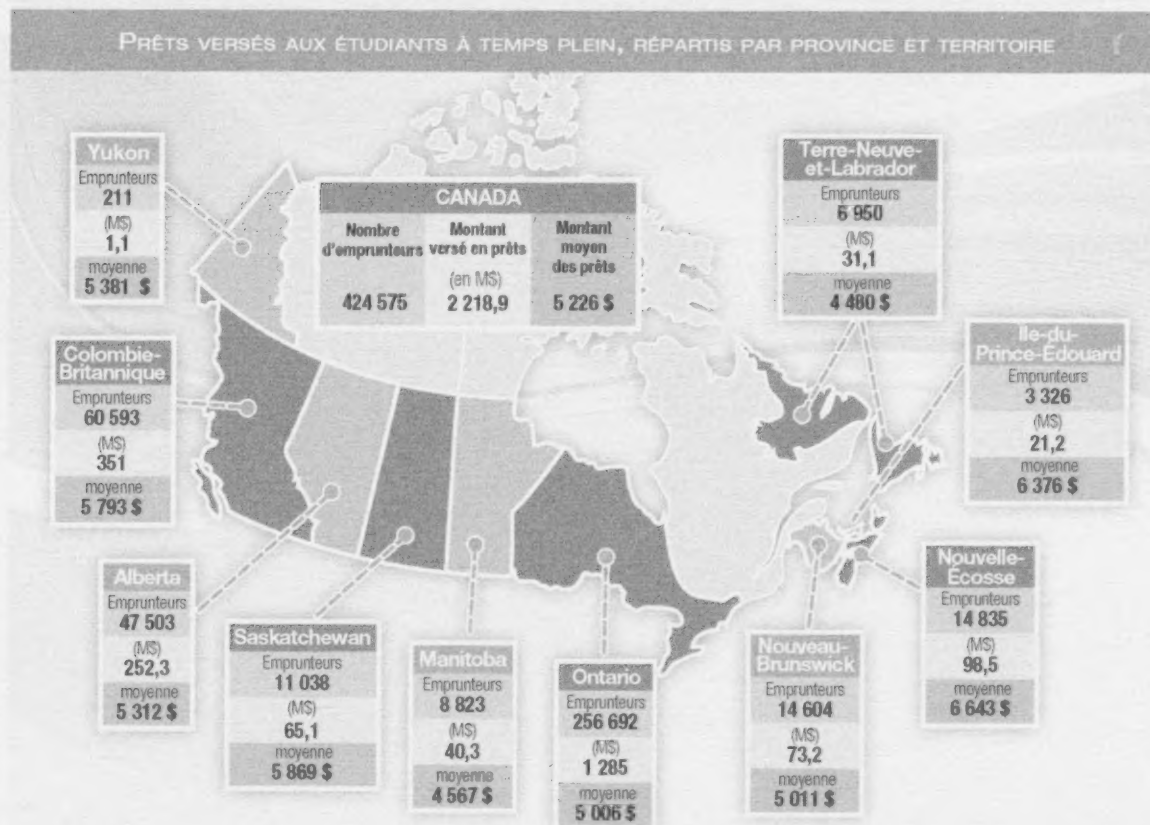
En 2010-2011, plus de la moitié des prêts d'études canadiens à temps plein ont été accordés à des étudiants de l'Ontario (60 %) et de la Colombie-Britannique (14 %), qui se classe au deuxième rang des provinces participantes. Les plus fortes hausses du nombre d'étudiants ayant reçu des prêts d'études canadiens ont été enregistrées en Saskatchewan (12 %) et en Alberta (11 %).

Le montant du prêt d'études canadien moyen, soit 5 226 \$ par étudiant, est pratiquement le même qu'en 2009-2010 (5 186 \$). Ces données ne tiennent pas compte des prêts provinciaux et territoriaux qui ont pu être versés. En 2010-2011, les étudiants de la Nouvelle-Écosse ont reçu en moyenne le prêt le plus élevé (6 643 \$), tandis que ceux du Manitoba et de Terre-Neuve-et-Labrador ont reçu en moyenne les prêts les moins élevés (4 567 et 4 480 \$ respectivement).



## Prêts versés aux étudiants à temps plein, répartis par province et territoire

Le tableau ci-dessous présente la répartition des prêts d'études canadiens accordés par province et territoire aux étudiants à temps plein en 2010-2011.



### Où les emprunteurs étudient-ils?

La plupart des étudiants sont inscrits dans un établissement postsecondaire de leur propre province ou territoire, mais certains choisissent d'étudier ailleurs.

En 2010-2011, environ 10 % des étudiants recevant des prêts d'études canadiens ont choisi d'étudier à l'extérieur de leur province ou territoire, ou à l'étranger, ce qui correspond aux données des années antérieures. Les étudiants des provinces les plus peuplées ont eu moins tendance à étudier à l'extérieur de leur propre province; par exemple, seulement 5,5 % des Ontariens qui ont reçu des prêts d'études canadiens ont étudié à l'extérieur de leur province.

À l'inverse, les étudiants des provinces et des territoires les moins peuplés ont eu tendance à utiliser leur prêt d'études canadien pour fréquenter un établissement à l'extérieur de leur province ou territoire; ainsi, 84 % des emprunteurs du Yukon et 39 % des emprunteurs de l'Île-du-Prince-Édouard ont étudié à l'extérieur de leur province ou de leur territoire en 2010-2011.

À l'échelle régionale, les emprunteurs de la région du Canada atlantique qui ont décidé de poursuivre des études à l'extérieur de leur province sont généralement demeurés dans cette région, alors que les emprunteurs de l'Ouest canadien ont eu tendance à rester dans leur région ou à aller étudier dans des établissements postsecondaires de l'Ontario.



### **Dans quels types d'établissements d'enseignement les emprunteurs étudient-ils?**

En 2010-2011, 60 % des emprunteurs étudiant à temps plein allaient à l'université, 30 % étudiaient au collège et 10 % étaient inscrits dans un établissement privé. Ces chiffres n'ont pratiquement pas changé depuis 2009-2010. Le montant de prêt moyen accordé en 2010-2011 est demeuré le plus élevé chez les emprunteurs étudiant dans un établissement privé (7 398 \$) et le plus faible chez ceux inscrits au collège (4 471 \$).

### **À quel niveau d'études les emprunteurs sont-ils inscrits?**

La plupart des emprunteurs étudiant à temps plein (59 %) étaient inscrits à des programmes de premier cycle, 37 % à des programmes ne menant pas à l'obtention d'un grade – que ce soit dans des établissements d'enseignement privés, des collèges ou des universités – et 4 % à des programmes de maîtrise ou de doctorat. Ces taux sont semblables à ceux de 2009-2010.

### **Soutien aux étudiants à temps partiel**

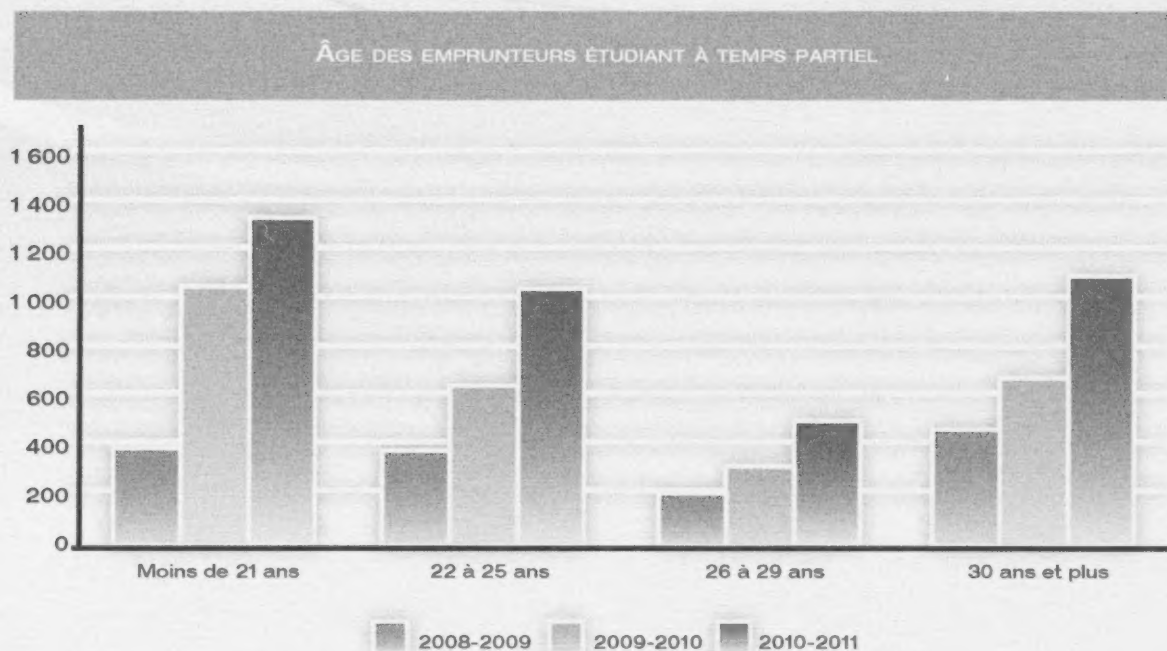
Les améliorations apportées récemment au Programme ont permis d'accroître l'accès à l'aide financière pour les personnes qui étudient à temps partiel, y compris les adultes qui veulent se perfectionner pour mettre à jour leurs compétences et améliorer leur situation sur le marché du travail. En effet, les étudiants à temps partiel n'ont pas à payer les intérêts qui courent sur leur prêt pendant qu'ils sont aux études et ils peuvent attendre six mois après la fin de leurs études pour commencer à rembourser le capital et les intérêts accumulés. Le montant maximal qu'ils peuvent emprunter s'élève maintenant à 10 000 \$, au lieu de 4 000 \$.

En 2010-2011, 6,9 millions de dollars ont été versés sous forme de prêts d'études canadiens à près de 4 000 étudiants à temps partiel. Il s'agit d'une augmentation considérable – soit 47 % – du nombre d'étudiants à temps partiel – environ 2 700 – qui ont reçu du soutien en 2009-2010. En fait, le nombre de prêts accordés à des étudiants à temps partiel a plus que triplé depuis l'année de prêt 2008-2009.

Le tableau ci-dessous présente l'augmentation du soutien qui a été accordé aux étudiants à temps partiel au cours des trois dernières années.

PRÊTS D'ÉTUDES CANADIENS POUR ÉTUDIANTS À TEMPS PARTIEL		
Année de prêt	Nombre d'emprunteurs	Montant versé en prêts (en M\$)
2008-2009	1 425	2,8 \$
2009-2010	2 698	4,6 \$
2010-2011	3 974	6,9 \$

Comme l'indique le graphique ci-dessous, cette augmentation touche tous les groupes d'âge.




De plus, le nombre d'emprunteurs mariés recevant des prêts pour étudiants à temps partiel dans le cadre du PCPE a quintuplé, pour passer de 132 en 2008-2009 à 632 en 2010-2011.

Bien que la grande majorité des emprunteurs du PCPE étudient à temps plein, le gouvernement du Canada reconnaît l'importance de répondre aux différents besoins de tous les étudiants

postsecondaires. La hausse considérable du nombre d'étudiants à temps partiel ayant bénéficié d'une aide financière valide le bien-fondé de l'engagement du gouvernement à cet égard. Les nouvelles mesures du budget de 2011 devraient permettre d'élargir encore davantage l'accès au soutien financier dont ont besoin les personnes inscrites à temps partiel à des études postsecondaires.





## Remboursement des prêts et aide au remboursement

Les prêts d'études canadiens doivent être remboursés par les emprunteurs, comme c'est le cas pour n'importe quel type de prêt. Cependant, contrairement aux prêts habituels offerts par les banques, l'intérêt sur les prêts canadiens commence seulement à s'accumuler une fois les études terminées, et aucun paiement n'est exigé pendant les six premiers mois. Ces mesures visent à rendre les études postsecondaires les plus abordables possible pour les étudiants et leur famille.

Les prêts sont habituellement remboursés en versements mensuels sur une période de 114 mois (9,5 années), mais les emprunteurs peuvent choisir de les rembourser plus rapidement ou de prolonger leur période de remboursement jusqu'à un maximum de 14,5 années.

La présente section présente le profil de remboursement des emprunteurs de prêts d'études canadiens en 2010-2011, et elle traite du taux de défaut de remboursement. Elle présente également les diverses mesures que propose le PCPE pour aider les étudiants à rembourser leur prêt d'études, ainsi que les façons dont les emprunteurs en ont profité.

## Profil relatif au solde des prêts d'études canadiens en 2010-2011

Le « solde des prêts » représente le montant dû par les emprunteurs au moment où ils terminent leurs études. Il est important de noter que le solde des prêts dont il est question dans la présente section ne concerne que la portion fédérale des prêts d'études. En effet, les emprunteurs peuvent également avoir contracté des prêts d'études auprès des provinces ou des territoires.

- Parmi les étudiants qui ont terminé leurs études en 2010-2011, le solde moyen des prêts était de 13 013 \$<sup>6</sup>. Ces données ont légèrement diminué par rapport à 2009-2010, mais sont demeurées relativement stables au cours des dernières années.
- Plus de la moitié (51 %) de ces emprunteurs avaient un solde de prêts d'études canadiens inférieur à 10 000 \$, 28 % avaient un solde de prêts de 10 000 \$ à 20 000 \$ et 21 % avaient un solde supérieur à 20 000 \$.

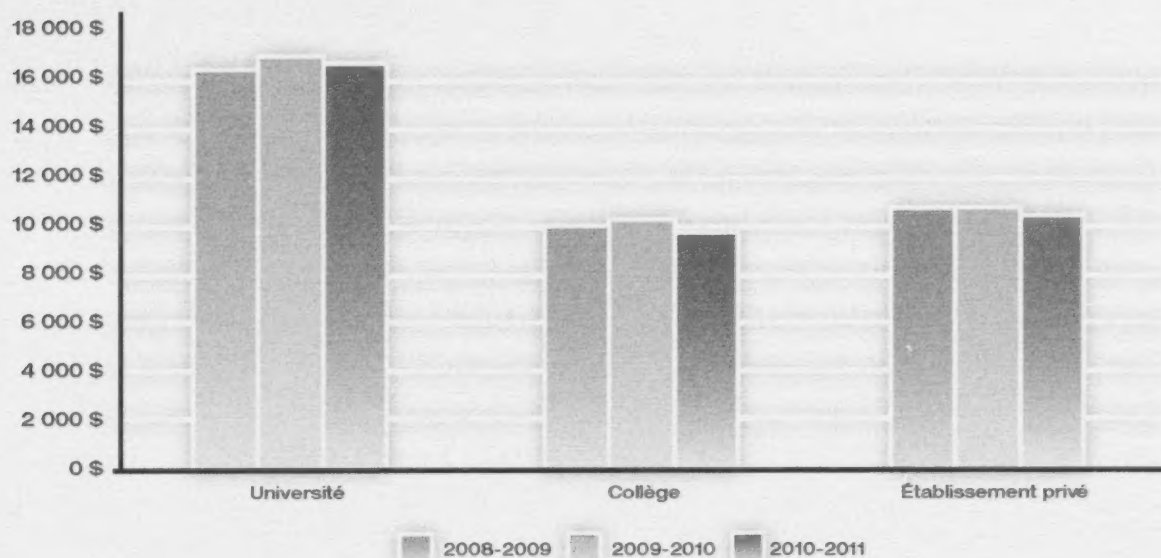
D'un étudiant à l'autre, le solde des prêts varie en fonction de plusieurs facteurs liés à la situation particulière de chacun, dont l'établissement d'enseignement et le programme d'études choisis.

<sup>6</sup> Ce montant d'endettement moyen ne comprend pas le montant des prêts provinciaux ou territoriaux que les étudiants ont pu contracter.

De fait, le choix de l'établissement d'enseignement postsecondaire influe grandement sur le solde des prêts des étudiants. En 2010-2011, le solde moyen des prêts des étudiants universitaires (16 634 \$) était plus élevé que celui des étudiants inscrits au collège (9 601 \$) et de ceux inscrits à un établissement d'enseignement privé (10 467 \$). Cette différence est en partie attribuable au fait que les programmes universitaires durent souvent

plus longtemps que les programmes offerts dans les collèges ou les établissements d'enseignement privés. Bien que les emprunteurs inscrits dans des établissements privés reçoivent en moyenne un plus gros montant annuel de prêt (7 398 \$ en 2010-2011) que les emprunteurs qui étudient à l'université ou au collège (5 238 \$ et 4 471 \$ respectivement), ils accumulent en général une dette moins élevée que ces derniers, car ils fréquentent l'école moins longtemps.

Le graphique ci-dessous présente une comparaison du taux d'endettement des emprunteurs qui ont fréquenté une université, un collège ou un établissement d'enseignement privé au cours des trois dernières années.



- Le solde des prêts d'études canadiens varie aussi selon la province ou le territoire de résidence, allant de 17 062 \$ à l'Île-du-Prince-Édouard et de 16 748 \$ en Nouvelle-Écosse à 10 208 \$ au Manitoba.
- Les emprunteurs qui poursuivent des études postsecondaires à l'extérieur de leur province ont des frais de déplacement et de subsistance élevés et empruntent donc davantage.

#### Baisse du taux de défaut de remboursement pour 2009-2010<sup>7</sup>

Ressources humaines et Développement des compétences Canada continue de déployer des efforts en vue de réduire le taux de défaut de remboursement des prêts d'études canadiens. La plupart des défauts de remboursement se produisent au cours des trois premières années de la phase de remboursement. Les responsables du Programme utilisent le taux de défaut de remboursement d'une cohorte sur trois ans comme principal indicateur de rendement du portefeuille des prêts d'études canadiens.

<sup>7</sup> Le taux de défaut de remboursement pour 2010-2011 sera indiqué dans le rapport annuel de 2011-2012.





Pour ce faire, ils comparent la valeur des prêts qui atteignent la phase de remboursement durant une année de prêt donnée (cohorte) et qui tombent en défaut de remboursement en l'espace de trois ans, avec la valeur de tous les prêts de cette même cohorte qui ont atteint l'étape de remboursement.

Entre 2003-2004 et 2009-2010, le taux de défaut de remboursement est passé de 28 % à 13,8 % (taux préliminaires). Cette baisse a été constatée

pour tous les types d'établissement d'enseignement et a été particulièrement marquée chez les étudiants inscrits à un collège ou à un établissement d'enseignement privé. Bien que la grande majorité des étudiants remboursent entièrement leur prêt dans les délais établis, le PCPE offre plusieurs mesures d'aide au remboursement aux emprunteurs qui éprouvent de la difficulté à rembourser leur prêt.

TAUX DE DÉFAUT DE REMBOURSEMENT D'UNE COHORTE SUR UNE PÉRIODE DE TROIS ANS						
2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10 <sup>P</sup>
28,0 %	19,4 %	16,6 %	15,8 %	14,7 %	14,3 %	13,8 %

On estime qu'il y a défaut de remboursement lorsqu'il y a un retard de plus de 270 jours dans le cas du régime de prêts directs (soit environ neuf mois sans paiement).

Le taux de défaut de remboursement sur trois ans est le rapport entre, d'une part, le total de tous les prêts en souffrance pendant la période comprenant l'année de consolidation et les deux années de prêt subséquentes et, d'autre part, le montant total des prêts consolidés au cours de l'année concernée.

P : Taux préliminaire

## Aide au remboursement

Depuis août 2009, le PAR est destiné aux emprunteurs qui ont de la difficulté à rembourser leur prêt d'études canadien. Ce programme aide les emprunteurs à gérer le remboursement de leur dette en leur permettant d'effectuer des versements selon ce qu'ils peuvent raisonnablement se permettre.

En effet, tous les emprunteurs qui éprouvent de la difficulté à rembourser leur prêt d'études peuvent recourir au PAR, qui a pour objet de les aider à rembourser celui-ci sur une période de 15 ans. L'admissibilité dépend du revenu familial, de la taille de la famille et du solde impayé du prêt. Les emprunteurs dont la demande est acceptée reçoivent de l'aide pendant une période de six mois, et ils ont la possibilité de présenter une nouvelle demande à la fin de chaque période de six mois. Le PAR comporte deux étapes.

À la première étape :

- Les emprunteurs admissibles effectuent des versements abordables (ou n'effectuent pas de versement) en vue de rembourser le capital de leur prêt. Le fait de procéder ainsi permet de réduire la dette totale.
- Le gouvernement du Canada acquitte les intérêts exigibles qui ne sont pas couverts par les versements abordables de l'emprunteur.

- Les versements des emprunteurs qui sont inscrits au PAR ne dépassent pas 20 % de leur revenu familial brut.

Si un emprunteur a encore besoin d'aide après avoir bénéficié du PAR pendant 60 mois (étape 1) ou avoir été en période de remboursement pendant 10 ans, il peut être admissible à la seconde étape du Programme.

À la seconde étape :

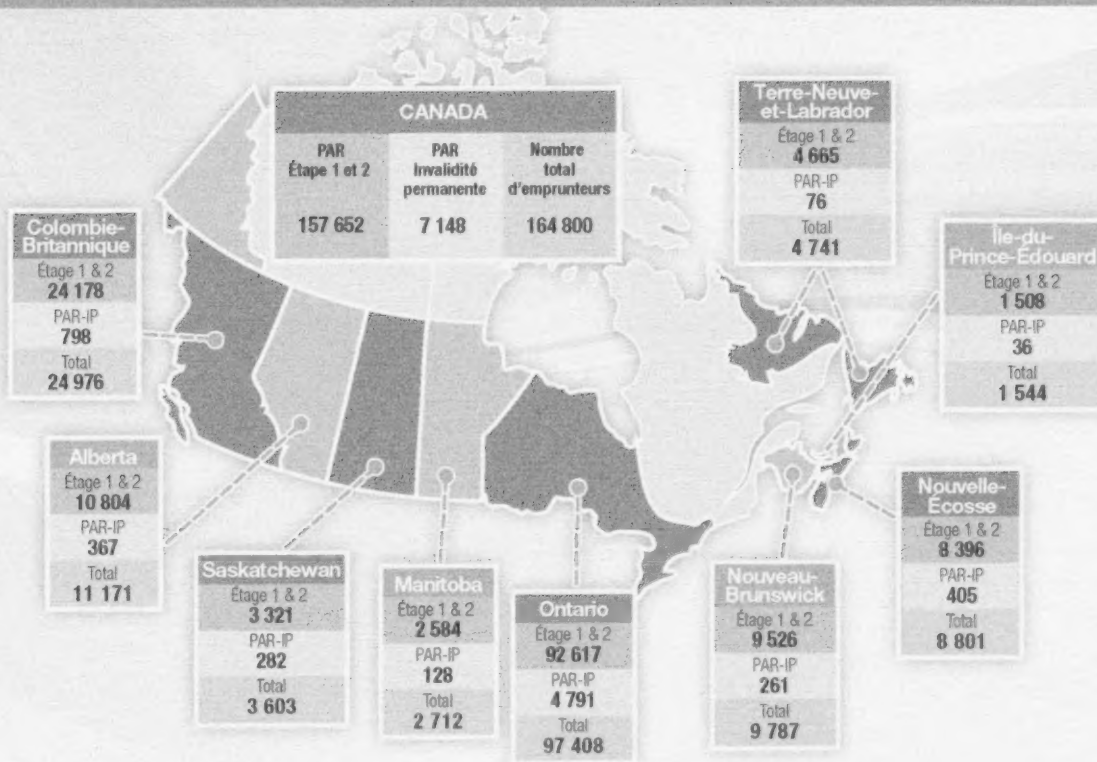
- Le gouvernement fédéral continue d'acquitter les intérêts et commence à payer la partie du capital qui n'est pas couverte par les versements abordables de l'emprunteur.
- Le solde du prêt est remboursé graduellement de manière à ce que la dette soit entièrement acquittée après 15 ans (ou 10 ans dans le cas des personnes ayant une invalidité permanente).

Comme il est indiqué dans le tableau ci-dessous, en 2010-2011 le PAR a aidé près de 165 000 emprunteurs qui avaient de la difficulté à rembourser leur prêt. Ces données n'ont pas beaucoup changé depuis 2009-2010.

Près de 90 % des emprunteurs inscrits au PAR (soit 147 077) n'ont effectué aucun versement mensuel pendant que le gouvernement du Canada acquittait



**EMPRUNTEURS DU PCPE PROFITANT DE MESURES D'AIDE AU REMBOURSEMENT,  
RÉPARTIS PAR PROVINCE ET TERRITOIRE**



Note : Les données des provinces ou territoires inférieurs à 100 n'ont pas été consignés.

les intérêts sur leur prêt. Les 17 723 autres emprunteurs ont reçu un soutien leur permettant de réduire leurs versements en fonction de ce qu'ils pouvaient raisonnablement se permettre.

Le nombre d'emprunteurs qui ont bénéficié de l'étape 2 du PAR (soit 4 910) a doublé par rapport à 2009-2010. Ainsi, en plus de ne pas avoir à payer d'intérêts, ces emprunteurs ont vu le solde de leur prêt réduit en partie.

#### **Le PAR pour les emprunteurs ayant une invalidité permanente**

Le PAR pour les emprunteurs ayant une invalidité permanente (PAR-IP) est offert aux personnes ayant une invalidité permanente qui éprouvent de la difficulté à rembourser leur prêt d'études. Au même titre que le PAR, le PAR-IP aide les emprunteurs à gérer le remboursement de leur dette en leur permettant d'effectuer des versements selon ce qu'ils peuvent raisonnablement se permettre. Le

calcul des versements au titre de ce programme se fait aussi par périodes de six mois.

Pour participer au PAR-IP, les emprunteurs doivent en faire la demande. L'admissibilité dépend du revenu familial, de la taille de la famille, de l'invalidité permanente, des dépenses liées à cette invalidité et du solde impayé du prêt. Bien que la preuve de l'invalidité permanente doive être soumise une seule fois, les emprunteurs doivent faire une nouvelle demande après chaque période d'aide au remboursement et doivent continuer de satisfaire aux autres exigences du PAR-IP.

Dans le cadre du PAR-IP :

- Le montant des versements est établi en fonction du revenu familial, de la capacité de payer et des coûts liés à l'invalidité (c'est-à-dire les frais non assurés, dont les frais médicaux et le coût des soins spéciaux).



- Les versements des emprunteurs ne dépassent pas 20 % de leur revenu familial brut.
- Le gouvernement du Canada acquitte les intérêts et le capital du prêt qui ne sont pas couverts par les versements abordables de l'emprunteur.
- Dans certains cas, l'emprunteur n'a pas à faire de versements tant que son revenu n'a pas augmenté.
- Les emprunteurs ayant une invalidité permanente devraient rembourser entièrement leur prêt dans un délai maximal de 10 ans après la fin de leurs études.

Comme il est indiqué dans le tableau ci-dessus, au cours de sa deuxième année d'existence (2010-2011), le PAR-IP a permis d'aider 7 148 emprunteurs ayant une invalidité permanente. Ainsi, en plus de ne pas avoir à payer d'intérêts, ces emprunteurs ont vu le solde de leur prêt réduit en partie.

#### **Disposition applicable aux étudiants ayant une invalidité grave et permanente**

Dans des cas très particuliers, certains emprunteurs ayant une invalidité grave et permanente peuvent être admissibles à une radiation de la dette. La disposition applicable aux étudiants ayant une

invalidité grave et permanente offre en effet la possibilité d'annuler l'obligation de remboursement des emprunteurs ayant une invalidité grave et permanente qui éprouvent de la difficulté à rembourser leur prêt. En 2010-2011, 298 emprunteurs du PCPE ont vu leur dette radiée, pour un total de 3,9 millions de dollars.

#### **Modernisation de la prestation de services**

Les responsables du PCPE s'efforcent de simplifier et de moderniser le Programme, conformément à un engagement pris dans le budget de 2008, qui avait pour objet d'améliorer les services offerts aux étudiants. Ainsi, en collaboration avec leurs partenaires provinciaux et territoriaux, les responsables du PCPE travaillent à concrétiser leur vision en matière de prestation de services, qui consiste à simplifier l'accès des étudiants à l'aide financière et à en faciliter la gestion. Les mesures prises en ce sens comprennent l'amélioration des services en ligne, la simplification des processus de demande et de remboursement, ainsi que l'amélioration des communications avec les étudiants.





## MESURE DU RENDEMENT DU PROGRAMME

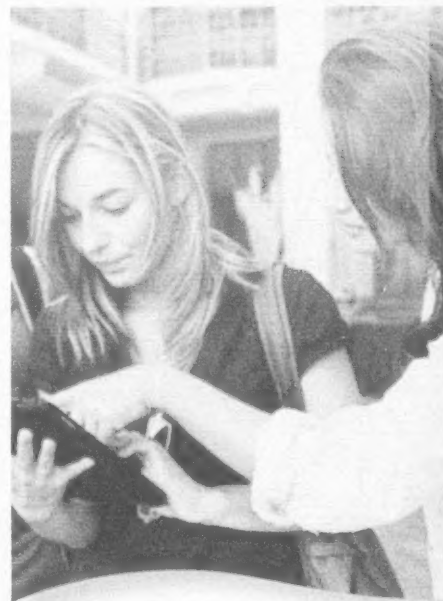
Le PCPE est un programme législatif qui offre des prêts, des bourses et des mesures d'aide au remboursement aux étudiants postsecondaires. Les responsables du PCPE doivent s'assurer que celui-ci aide efficacement les étudiants canadiens et que la gestion de l'argent qu'y investissent les contribuables est adéquate. Le PCPE fait régulièrement état de :

- la satisfaction de la clientèle;
- la connaissance de l'aide financière offerte aux étudiants;
- le rendement du portefeuille;
- l'intégrité du Programme;
- l'évaluation du Programme.

### Satisfaction de la clientèle

Le Sondage sur la satisfaction des clients sert à évaluer la satisfaction des emprunteurs à l'égard des services qu'ils reçoivent relativement à leur prêt d'études canadien, soit ceux offerts directement par le PCPE et ceux offerts par le CSNPE.

- En 2010-2011, 79 % des emprunteurs sondés se sont dits satisfaits de la qualité globale des services du PCPE, soit une légère hausse en comparaison des 78 % enregistrés en 2009-2010.
- Le degré de satisfaction est demeuré sensiblement le même depuis 2008, car quelque 77 % des emprunteurs sondés se sont dits satisfaits de la qualité des services offerts par le CSNPE. Puisque la satisfaction de la clientèle est un objectif important du PCPE, le contrat avec le fournisseur de services qui gère le CSNPE est axé sur le rendement et prévoit une prime à l'augmentation de la satisfaction des emprunteurs. De plus amples renseignements sur la satisfaction de la clientèle à l'égard du CSNPE se trouvent à l'**annexe B**.



### Connaissance de l'aide financière offerte aux étudiants

Les responsables du PCPE déploient d'importants efforts pour que les emprunteurs soient bien renseignés à propos de leur prêt et des différentes possibilités qui s'offrent à eux lorsqu'ils commencent à le rembourser. En 2010-2011, 90 % des emprunteurs sondés considéraient que leurs options de remboursement étaient claires<sup>9</sup>.

### Rendement du portefeuille

Les responsables du PCPE surveillent sans cesse l'évolution du portefeuille des prêts d'études canadiens pour veiller à ce que les prêts soient remboursés et ne soient pas en défaut de paiement. D'ailleurs, le taux de défaut de remboursement des cohortes sur trois ans a considérablement diminué, passant de 28 % pour la cohorte de 2003-2004 à 13,8 % (taux préliminaire) pour celle de 2009-2010.

<sup>9</sup> Phoenix Strategic Perspectives inc., *Sondage sur la satisfaction des clients*, mars 2011

Les responsables du PCPE travaillent de concert avec le fournisseur de services afin d'aider le mieux possible les emprunteurs à éviter de tomber en défaut de remboursement, et ce, par les moyens suivants :

- Diffusion précoce de renseignements aux emprunteurs pour leur faire connaître les exigences de remboursement et les formes d'aide qui leur sont offertes.
- Campagnes de communication destinées aux emprunteurs qui mettent fin à leurs études plus tôt que prévu.
- Un projet pilote offrant des séances d'information en ligne ayant lieu au moment où les étudiants contractent un prêt et, de nouveau, quand ils commencent à le rembourser. Les séances visent à rappeler aux emprunteurs leurs obligations de remboursement.

Par ailleurs, le contrat axé sur le rendement qui a été conclu avec le fournisseur de services du PCPE prévoit une prime à la réduction du taux de défaut de remboursement. Cette prime prend la forme de paiements supplémentaires qui sont versés au fournisseur de services s'il atteint certains objectifs liés au taux en question. Parmi les mesures qu'il prend en ce sens, le fournisseur de services communique avec les emprunteurs qui sont statistiquement les plus susceptibles de tomber en défaut de remboursement, pour leur donner des conseils en matière de prêts avant l'échéance de leur premier versement.

## Intégrité du programme

Les responsables du PCPE veillent à maintenir l'intégrité du Programme et à protéger l'investissement que les emprunteurs font dans leurs études postsecondaires. Pour ce faire, ils doivent s'assurer que tous les aspects du Programme s'inscrivent dans le cadre de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* et de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*.

Voici quelques-unes des politiques et des activités visant à assurer l'intégrité du PCPE, de même qu'à rehausser la gouvernance et la reddition de comptes :

- Le Cadre des politiques d'agrément établit les critères pancanadiens de l'agrément, soit le processus servant à déterminer les établissements d'enseignement postsecondaires qui sont acceptables au regard des programmes d'aide financière aux étudiants (c'est-à-dire que les étudiants peuvent faire une demande de prêts d'études s'ils s'inscrivent dans un établissement agréé). Le Cadre permet de s'assurer que les portefeuilles fédéraux, provinciaux et territoriaux d'aide financière aux étudiants sont administrés suivant les principes et les pratiques de gérance financière raisonnable. Conformément au Cadre, les responsables du PCPE calculent et surveillent les taux de remboursement des prêts d'études canadiens. En 2011<sup>9</sup>, ce taux était de 84 %. Celui-ci est demeuré relativement stable au cours des dernières années.
- Le budget de 2009 a prévu des mesures, par voie de modifications législatives, visant à améliorer la reddition de comptes et l'intégrité du PCPE. Plusieurs de ces mesures ont été prises en 2010-2011. Celles-ci permettent d'imposer des restrictions aux personnes qui font une fausse déclaration pour obtenir de l'aide financière aux étudiants. Ces personnes pourraient en effet se voir refuser de l'aide financière aux études pendant une certaine période et devoir rembourser immédiatement toute l'aide financière obtenue par suite de la communication de ces faux renseignements. Si cela est justifié, d'autres mesures pourraient être prises, comme des poursuites civiles, une enquête criminelle ou des mesures de recouvrement.
- En 2010-2011, les responsables du PCPE ont enquêté sur plus de 46 allégations de fausse déclaration concernant 779 000 \$ versés en prêts d'études canadiens. Au terme de ces enquêtes, 32 cas ont été confirmés, ce qui correspond à 361 000 \$ versés sous forme d'aide financière.
- Selon des dispositions dans le budget de 2009, la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* a aussi été modifiée de sorte que le Bureau de l'actuaire en chef doit préparer, au moins tous les trois ans, un examen actuariel du PCPE. Un rapport actuariel a été déposé le 7 octobre 2011;

<sup>9</sup> Le taux de remboursement de 2011 (en date du 31 juillet 2011) repose sur le rendement relatif au remboursement des prêts consolidés du 1<sup>er</sup> août 2009 au 31 juillet 2010.



il se trouve maintenant sur le site Web du Bureau du surintendant des institutions financières.

## Évaluation du programme

Une évaluation quinquennale du PCPE s'est terminée en 2011. Cette évaluation sommative, entamée en 2006-2007, visait à déterminer si le Programme atteint ses objectifs et les aspects potentiellement à améliorer.

Dans l'ensemble, l'évaluation a permis de conclure que la raison d'être du PCPE est fondée et que l'aide financière qu'il offre aux étudiants continue de répondre à un besoin manifeste. De plus, le Programme atteint ses objectifs consistant à réduire les obstacles financiers, à faciliter l'accès aux prêts d'études canadiens et à tenir compte des besoins financiers des étudiants grâce à l'augmentation des limites de prêt et à l'élaboration de politiques d'aide au remboursement.

Par ailleurs, l'évaluation a permis de constater qu'il y a place à amélioration. Des recommandations ont donc été formulées par rapport à certains

aspects du Programme, dont le processus d'évaluation des besoins, les prêts pour étudiants à temps partiel et la connaissance qu'ont les emprunteurs de leurs obligations et des mesures de soutien qui s'offrent à eux.

Depuis l'évaluation, le gouvernement du Canada a annoncé la mise en œuvre de plusieurs initiatives importantes pour améliorer ces aspects de l'aide financière aux étudiants.

Les résultats de l'évaluation et la réponse de la direction sont publiés sur le site Web de RHDCC à l'adresse suivante : [http://www.rhdcc.gc.ca/fra/publications\\_ressources/evaluation/index.shtml](http://www.rhdcc.gc.ca/fra/publications_ressources/evaluation/index.shtml).

Un plan d'évaluation supplémentaire a également été préparé en vue de mesurer l'efficacité de la mise en œuvre des changements annoncés dans le budget de 2008. Le plan portera principalement sur l'évaluation de l'incidence que peut avoir les Bourses canadiennes aux étudiants sur l'accès aux études postsecondaires.



## ANNEXE A – AUTRE FINANCEMENT PUBLIC

### Financement gouvernemental

Bien que le PCPE soit le plus important programme d'aide financière offert aux étudiants canadiens, il existe d'autres sources de financement fédéral, provincial et territorial.

Mesures offertes par RHDCC :

- La Subvention canadienne pour l'épargne-études encourage les Canadiens à épargner en vue des études postsecondaires de leurs enfants. Il s'agit d'une subvention offerte aux bénéficiaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE).
- Le Bon d'études canadien est une subvention versée aux familles à faible revenu pour leur permettre d'ouvrir un REEE; il encourage les parents à épargner en vue des études postsecondaires de leurs enfants.
- Les personnes qui reçoivent des prestations d'assurance-emploi peuvent être admissibles à des cours, à des programmes de formation ou à d'autres formes de soutien visant à faciliter leur retour sur le marché du travail, tout en bénéficiant d'un revenu de soutien pendant la période concernée. Ce service est soit géré avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, soit offert par ces gouvernements à l'aide de paiements de transfert fédéraux.
- Les gouvernements des provinces et des territoires peuvent choisir de ne pas participer au PCPE. Ces gouvernements reçoivent alors un montant compensatoire qui contribue à couvrir le coût de prestation d'un programme d'aide financière comparable.

### Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire (FCBEM)

- La FCBEM a été créée en 1999 et s'est vu confier la gestion d'une somme de 2,5 milliards de dollars ainsi qu'un mandat de 10 ans pour promouvoir l'accès aux études postsecondaires. La Fondation accordait des bourses non remboursables et des bourses d'excellence aux étudiants admissibles. Dans le budget de 2008, il a été annoncé que la FCBEM serait éliminée à la fin de l'année de prêt 2008-2009 et que des mesures seraient prises afin que cela n'entraîne pas de conséquences négatives pour les étudiants.
- Les bourses de transition offertes par le PCPE font partie de ces mesures. En 2010-2011, près de 16 000 bourses de transition ont été versées aux anciens bénéficiaires des bourses de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire pour qu'ils puissent continuer de recevoir le même niveau d'aide après la disparition de celle-ci. Le PCPE continuera de verser ces bourses jusqu'en 2013.
- De plus, le PCPE continue de soutenir les bénéficiaires de bourses d'excellence du millénaire par d'autres moyens. En effet, il a versé en 2010-2011 plus de 1 100 bourses d'excellence du millénaire, pour un total de plus de 6,5 millions de dollars. Le PCPE continuera de décerner ces bourses d'excellence jusqu'en 2013.

Autres programmes et initiatives d'ordre fédéral concernant les études postsecondaires :

- Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux est un paiement de transfert fédéral versé aux provinces et territoires en vue de soutenir l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et les services sociaux.



- Affaires autochtones et Développement du Nord Canada aide les étudiants Inuits et les étudiants des Premières Nations à payer leurs frais de scolarité, leurs livres et leur transport; il leur offre aussi des allocations de subsistance dans le cadre du Programme de soutien aux étudiants du niveau postsecondaire ainsi que du Programme préparatoire à l'entrée au collège et à l'université. Les établissements d'enseignement postsecondaire reçoivent aussi un soutien, dans le cadre du Programme d'aide aux étudiants indiens, pour l'élaboration et l'exécution de programmes visant spécialement les Autochtones.

- Toutes les personnes ayant contracté des prêts d'études fédéraux, provinciaux ou territoriaux ont droit à un allègement fiscal, qui consiste en un crédit d'impôt fédéral sur les intérêts annuels exigibles au regard de ces prêts.

- Le crédit d'impôt pour les frais de scolarité permet aux étudiants d'obtenir un allègement fiscal relatif au paiement de ces frais.

- Le crédit d'impôt pour études aide les étudiants à payer les dépenses liées à leurs études; il peut atteindre 400 \$ par mois pour les étudiants à temps plein et 120 \$ par mois pour les étudiants à temps partiel.

- Le crédit d'impôt pour les manuels scolaires vise à compenser les coûts croissants du matériel scolaire. Ce crédit s'établit à 65 \$ par mois pour les étudiants à temps plein du niveau postsecondaire, et à 20 \$ par mois pour les étudiants à temps partiel.

- Les programmes d'appui aux langues officielles aident les provinces et les territoires à financer les programmes d'enseignement dans la langue de la minorité ainsi que l'enseignement de la langue seconde.

- Industrie Canada offre des bourses d'études et des bourses de recherche par l'intermédiaire du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie ainsi que du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Aide financière des provinces et des territoires et autres sources de financement :

- Les gouvernements provinciaux et territoriaux offrent des prêts, des bourses, des subventions, des crédits d'impôt et des mesures d'aide au remboursement.

- Les établissements d'enseignement, les institutions financières et les groupes communautaires offrent aussi diverses bourses.

## ANNEXE B – SATISFACTION DE LA CLIENTÈLE À L'ÉGARD DU CENTRE DE SERVICE NATIONAL DE PRÊTS AUX ÉTUDIANTS

NIVEAUX DE SATISFACTION À L'ÉGARD DU CENTRE DE SERVICE NATIONAL DE PRÊTS AUX ÉTUDIANTS (CSNPE) (EN POURCENTAGE)			
QUESTION DU SONDAGE	2008-2009	2009-2010	2010-2011
TEMPS D'ATTENTE AVANT DE PARLER À UN REPRÉSENTANT DU SERVICE À LA CLIENTÈLE	51	57	59
COMPÉTENCE DU PERSONNEL	74	82	86
COURTOISIE DU PERSONNEL	79	89	88
ÉCOUTE DU SERVICE	79	87	86
INFORMATION AU SUJET DU CSNPE	71	75	77
FACILITÉ D'ACCÈS AUX SERVICES	67	75	74
ACCÈS AUX SERVICES DANS LA LANGUE OFFICIELLE DE VOTRE CHOIX (FRANÇAIS OU ANGLAIS)	95	97	97
EN FIN DE COMPTE, AVEZ-VOUS OBTENU CE DONT VOUS AVIEZ BESOIN DE LA PART DU PERSONNEL?	80	87	90
NIVEAU GLOBAL DE SATISFACTION (CONCERNANT LA QUALITÉ DES SERVICES OFFERTS PAR LE CSNPE)	76	77	77

Source : Sondage sur la satisfaction des clients du Programme canadien de prêts aux étudiants.

OPINIONS DES EMPRUNTEURS SUR LA QUALITÉ DES SERVICES REÇUS AU COURS DES DEUX DERNIÈRES ANNÉES PAR RAPPORT À LEURS PRÊTS D'ÉTUDES FÉDÉRAUX OU PROVINCIAUX (POURCENTAGE DE RÉPONDANTS AYANT DIT ÊTRE D'ACCORD*)			
RÉPONSE	2008-2009	2009-2010	2010-2011
AMÉLIORATION	12	10	9
DÉTÉRIORATION	6	2	4
PAS DE CHANGEMENT	72	82	79

Source : Sondage sur la satisfaction des clients du Programme canadien de prêts aux étudiants.

\* La somme des pourcentages n'atteint pas 100 % parce que les répondants pouvaient répondre « Je ne sais pas » ou « S.O. ».

# GLOSSAIRE

Le site Web [cibleludes.ca](http://cibleludes.ca) présente un glossaire plus complet des termes relatifs au PCPE et à l'aide financière aux étudiants.

<b>ANNÉE DE PRÊT :</b>	L'année de prêt s'étend du 1 <sup>er</sup> août au 31 juillet.
<b>AUX ÉTUDES :</b>	Statut d'un emprunteur qui effectue encore des études à temps plein ou à temps partiel dans un établissement d'enseignement postsecondaire ou qui a terminé ses études depuis moins de six mois.
<b>BONIFICATION D'INTÉRÊTS PENDANT LES ÉTUDES :</b>	Le gouvernement du Canada acquitte les intérêts sur les prêts d'études canadiens pendant que les emprunteurs sont aux études (soit ceux dont les études sont réputées être en cours).
<b>BOURSES DE TRANSITION :</b>	Ces bourses, qui seront offertes jusqu'en 2013, remplacent les bourses d'études du millénaire depuis la disparition de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire (FCBEM), en 2009. Elles visent à faire en sorte que les étudiants ayant obtenu une bourse du millénaire en 2008-2009 continuent de recevoir le même niveau de financement sous forme de bourse jusqu'à la fin de leur programme d'études postsecondaires en cours.
<b>BOURSES CANADIENNES :</b>	<p>Le 1<sup>er</sup> août 2009, les bourses canadiennes ont remplacé les subventions canadiennes pour études, les subventions canadiennes pour l'accès aux études et les bourses offertes par la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire. Voici les types de bourses offertes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Bourses pour les étudiants de famille à faible revenu : 250 \$ par mois, jusqu'à concurrence de 3 000 \$ par année pour les étudiants à temps plein inscrits à un programme pluriannuel;</li><li>• Bourses pour étudiants de famille à revenu moyen : 100 \$ par mois, jusqu'à concurrence de 1 200 \$ par année pour les étudiants à temps plein inscrits à un programme pluriannuel;</li><li>• Bourses pour étudiants ayant des personnes à charge : pour les étudiants à temps plein, 200 \$ par mois d'études pour chaque enfant de moins de 12 ans ou pour une personne à charge de 12 ans ou plus ayant une invalidité permanente; pour les étudiants à temps partiel, 40 \$ par semaine d'études s'ils ont un ou deux enfants de moins de 12 ans, et 60 \$ par semaine d'études s'ils ont trois enfants ou plus d'âge inférieur à 12 ans.</li><li>• Bourses pour étudiants à temps partiel : pour les étudiants de famille à faible revenu, 1 200 \$ par année scolaire, selon l'évaluation des besoins.</li><li>• Bourses pour étudiants ayant une invalidité permanente : 2 000 \$ par année de prêt pour les étudiants à temps plein ou à temps partiel ayant une invalidité permanente.</li><li>• Bourses servant à l'achat d'équipement et de services pour étudiants ayant une invalidité permanente : 8 000 \$ par année de prêt pour couvrir des frais exceptionnels liés aux études, notamment les services de tuteurs, de preneurs de notes ou d'interprètes gestuels, et les aides techniques telles que les machines à écrire en braille.</li></ul>

<b>CENTRE DE SERVICE NATIONAL DE PRÊTS AUX ÉTUDIANTS (CSNPE) :</b>	Il s'agit du principal point de service des emprunteurs pour la gestion des prêts d'études, et ce, du versement au remboursement, en passant par l'aide au remboursement. Le CSNPE est un fournisseur de services indépendant qui gère tous les prêts d'études canadiens accordés depuis le 1 <sup>er</sup> août 2000, ainsi que les prêts étudiants intégrés du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve-et-Labrador qui sont accordés depuis le 1 <sup>er</sup> août 2000. Le CSNPE gère en outre tous les prêts étudiants intégrés de l'Ontario et de la Saskatchewan qui sont accordés depuis le 1 <sup>er</sup> août 2001 et tous ceux de la Colombie-Britannique qui sont accordés depuis le 1 <sup>er</sup> août 2011.
<b>CONSOLIDATION :</b>	Les emprunteurs consolident leurs prêts étudiants six mois après la fin de leurs études postsecondaires (ou la fin de leurs études à temps plein). Le remboursement commence une fois les prêts consolidés.
<b>DEFAUT DE REMBOURSEMENT :</b>	Un prêt d'études canadien accordé selon le régime de prêts directs est en défaut de remboursement lorsque l'emprunteur n'a pas effectué de paiement depuis 270 jours. Les prêts accordés selon les régimes de prêts garantis et de prêts à risques partagés sont en défaut de remboursement lorsque les paiements connaissent un retard de 90 jours ou plus.
<b>DISPOSITION APPLICABLE AUX ÉTUDIANTS AYANT UNE INVALIDITÉ GRAVE ET PERMANENTE :</b>	Dans certains cas, les emprunteurs peuvent être admissibles à une radiation de la dette. La Disposition applicable aux étudiants ayant une invalidité grave et permanente offre en effet la possibilité d'annuler les obligations de remboursement de certains emprunteurs ayant une invalidité permanente qui les empêche d'effectuer des études postsecondaires ou d'entrer sur le marché du travail et qui devrait durer toute leur vie.
<b>ÉTABLISSEMENT AGRÉÉ :</b>	Établissement d'enseignement postsecondaire qui répond aux critères d'admissibilité provinciaux et fédéraux; les étudiants inscrits dans ces établissements peuvent demander une aide financière du gouvernement, notamment dans le cadre du PCPE.
<b>ÉTUDES POSTSECONDAIRES :</b>	Il s'agit des niveaux d'études qui suivent l'enseignement secondaire. Ces études peuvent être effectuées dans des établissements d'enseignement postsecondaires agréés publics ou privés.
<b>PRÊTS À RISQUES PARTAGÉS :</b>	De 1995 à 2000, les prêts d'études canadiens étaient accordés par des institutions financières (telles que les banques) selon le régime de prêts à risques partagés. Dans le cadre de ce régime, les institutions financières assumaient une portion du risque de défaut de remboursement des prêts en échange d'un paiement du gouvernement.



<b>PRÊTS DIRECTS :</b>	Depuis août 2000, le gouvernement fédéral accorde des prêts étudiants selon le régime de prêts directs. Les prêts sont financés directement par le gouvernement, et un fournisseur de services indépendant administre le processus relatif aux prêts.
<b>PRÊTS GARANTIS :</b>	De 1964 à 1995, les prêts d'études canadiens étaient accordés par des institutions financières (telles que des banques) selon le régime de prêts garantis. Lorsqu'un étudiant tombait en défaut de remboursement, le gouvernement remboursait la totalité du solde à la banque, et l'étudiant avait alors une dette directe envers le gouvernement.
<b>PROGRAMME D'AIDE AU REMBOURSEMENT (PAR) :</b>	<p>Le 1<sup>er</sup> août 2009, le PAR a remplacé les anciens programmes de gestion de la dette offerts par le PCPE (mesures d'exemption d'intérêts et de réduction de la dette en cours de remboursement). Le PAR sert à aider temporairement l'emprunteur à rembourser son prêt, en lui permettant d'effectuer des versements mensuels abordables selon son revenu familial et la taille de sa famille. Ce programme vise en outre à garantir que la période de remboursement du prêt ne dépassera jamais 15 ans (ou 10 ans dans le cas des personnes ayant une invalidité permanente). Dans le cadre du PAR :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les emprunteurs admissibles peuvent recevoir de l'aide pendant six mois, et ils peuvent faire de nouvelles demandes tant et aussi longtemps qu'ils demeurent admissibles;</li> <li>• les versements sont calculés en fonction du revenu familial, de la taille de la famille et du solde impayé</li> </ul>
<b>PROVINCE OU TERRITOIRE DE RÉSIDENCE :</b>	La province ou le territoire de résidence d'un étudiant est la province ou le territoire où il a vécu le plus récemment pendant au moins 12 mois consécutifs (à l'exclusion du temps passé dans une province ou un territoire à titre d'étudiant à temps plein dans un établissement d'enseignement postsecondaire). Par exemple, un étudiant albertain qui étudie en Ontario est considéré comme un étudiant de l'Alberta.
<b>PROVINCES AYANT ADOPTÉ UN RÉGIME INTÉGRÉ :</b>	Dans les provinces ayant adopté un régime intégré, les prêts fédéraux et provinciaux sont combinés, de sorte que les emprunteurs obtiennent et remboursent un seul prêt fédéral-provincial intégré. Les gouvernements fédéral et provinciaux travaillent de concert pour faciliter les processus de demande, de gestion et de remboursement des prêts. Au 31 juillet 2011, le PCPE avait conclu des ententes d'intégration avec l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve-et-Labrador, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique.

<b>PROVINCES ET TERRITOIRES PARTICIPANTS :</b>	Il s'agit des provinces et des territoires qui ont choisi d'apporter une aide financière aux étudiants dans le cadre du PCPE. Au 31 juillet 2011, les provinces et territoires participants étaient Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, l'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta, la Colombie-Britannique et le Yukon.
<b>REMBOURSEMENT :</b>	Lorsqu'un emprunteur a commencé à rembourser ses prêts d'études canadiens, on dit de ces prêts qu'ils sont en cours de remboursement. Le remboursement commence six mois après la fin des études.
<b>RÉVISION DES MODALITÉS :</b>	Il s'agit d'une mesure permettant à l'emprunteur de gérer le remboursement de son prêt d'une manière adaptée à sa situation. La révision des modalités peut être utilisée pour diminuer les mensualités (en prolongeant le terme du prêt jusqu'à un maximum de 14,5 ans), ou encore pour les augmenter afin d'acquitter plus rapidement le solde du prêt.
<b>TAUX DE DÉFAUT DE REMBOURSEMENT :</b>	Le PCPE détermine le défaut de remboursement au moyen du taux de défaut de remboursement d'une cohorte, établi à partir des trois premières années de la phase de remboursement. Ce taux correspond à la valeur des prêts qui atteignent la phase de remboursement au cours d'une année de prêt donnée (cohorte) par rapport aux défauts de remboursement en trois ans. Par exemple, le taux de défaut de remboursement pour l'année 2008-2009 représente la proportion de prêts qui ont atteint la phase de remboursement en 2008-2009 et qui ont été en défaut de paiement avant le 1 <sup>er</sup> août 2011.
<b>TAUX DE REMBOURSEMENT :</b>	Le taux de remboursement désigne le pourcentage du montant total du principal des prêts d'études canadiens consolidés au cours d'une année de prêt donnée qui est remboursé ou en règle à la fin de l'année de prêt subséquente.
<b>TEMPS PARTIEL :</b>	Un étudiant est à temps partiel lorsqu'il a entre 20 % et 59 % d'une charge de cours complète (ou entre 20 % et 39 % dans le cas d'un étudiant ayant une invalidité permanente. Les étudiants ayant une invalidité permanente qui ont entre 40 % et 59 % d'une charge de cours complète peuvent choisir d'être considérés comme étudiants à temps plein ou à temps partiel).
<b>TEMPS PLEIN :</b>	Un étudiant est à temps plein lorsqu'il est inscrit à un programme d'études d'au moins 12 semaines consécutives dans un établissement d'enseignement postsecondaire agréé, où il a au moins 60 % d'une charge de cours complète (ou 40 % dans le cas d'un étudiant ayant une invalidité permanente).

